

La Gauche Européenne après le Brexit et DiEM25

mardi 27 septembre 2016, par [VAROUFÁKIS Yanis](#) (Date de rédaction antérieure : 5 septembre 2016).

Dans un véritable texte programmatique confié à Mediapart pour la France, l'ancien ministre grec des finances, Yanis Varoufakis, détaille la vision de DiEM25, le mouvement européen qu'il a créé, après le Brexit. Il s'attache surtout à longuement réfuter les arguments des partisans, dans la gauche européenne, d'une sortie de l'Union européenne. Parmi ces tenants du Lexit auxquels il répond : le Britannique Tariq Ali, le Grec Stathis Kouvelakis, l'Espagnol Vincenç Navarro et l'Italien Stefano Fassina.

Sommaire

- [Option 1 : Plus d'Europe](#)
- [Option 2 : le Lexit](#)
- [Option 3 : la Désobéissance](#)
- [Une Nouvelle Internationale](#)
- [L'Agenda Progressiste pour](#)
- [Conclusion](#)

En à peine onze mois, le "NON" ("OXI") grec (juillet 2015) et le Brexit (juin 2016) ont secoué tant l'Union Européenne que la gauche européenne.

Exaspérée par l'autoritarisme et l'échec économique de l'UE, une partie de la Gauche Européenne appelle maintenant à une "rupture avec l'UE", qui rassemblerait des soutiens de gauche pour la tenue de référendums de sortie de l'Europe à travers tout le continent. Leur analyse est désormais connue sous le nom de Lexit.

DiEM25, le Mouvement transnational pour la Démocratie en Europe, rejette la logique du Lexit et offre un programme alternatif pour les progressistes européens.

Il ne fait aucun doute que la Gauche doit affronter - avec toute son énergie et toute son imagination - la pratique de l'Union Européenne qui consiste à dépolitiser les processus de décision. Cette tâche incombe d'ailleurs aussi à d'autres démocrates européens : les Verts et les libéraux. Il se peut que ces formations politiques ne se considèrent pas de Gauche, mais elles partagent notre devoir de résister à l'incompétence autoritaire de Bruxelles.

Pour ce faire, trois options se présentent à nous.

Option 1 : Plus d'Europe

Le réformisme européen classique - généralement pratiqué par les sociaux-démocrates - appelle à "plus de démocratie", "plus d'Europe" et "des institutions réformées."

Mais cette option se fonde sur une idée fausse : l'Union Européenne n'a jamais souffert d'un déficit démocratique que l'on puisse combler avec plus de démocratie et de nouvelles réformes.

Comme je le soutiens, l'UE a été intentionnellement construite comme une zone non démocratique qui exclut les gens de la prise de décision et laisse cette dernière à un cartel composé de grandes entreprises et de la finance internationale. Dire que l'Union Européenne souffre d'un déficit démocratique s'apparente à dire qu'un astronaute qui se trouve sur la lune souffre d'un déficit d'oxygène.

Ni le processus standard des délibérations inter-gouvernementales, ni des changements progressifs des traités ne peuvent espérer réformer les institutions européennes. C'est pour cela que les appels à "plus d'Europe" sont malavisés : sous le régime actuel et les institutions existantes, cela ne peut résulter qu'en une Union Européenne de l'Austérité.

La position réformiste aboutirait probablement à formaliser et légaliser le Plan Schäuble, et à donner à l'Union Européenne le pouvoir de mettre son veto sur les budgets nationaux, ce qui entraverait gravement l'exercice de la démocratie dans toute la fédération. Par la suite, la crise qui affecte les citoyens européens les plus vulnérables empirerait, la droite xénophobe se renforcerait, et la désintégration de l'UE s'accélélerait.

Par conséquent, les progressistes pro-démocratie n'ont d'autre choix que d'être à la pointe d'un affrontement frontal avec l'establishment européen.

Ceci nous amène à la deuxième et à la troisième options.

Option 2 : le Lexit

Tariq Ali, entre autres, a plaidé avec éloquence pour la tenue de référendums de sortie de l'Europe conduits par la gauche. Après le Brexit, Stathis Kouvelakis a résumé ce choix : « Nous devons jouer le jeu du référendum, tout en empêchant les forces de la droite nationaliste et xénophobe de détourner la révolte populaire et de devenir hégémonique. »

En résumé, pour vaincre la misanthropie de la droite, nous devons soutenir leurs référendums, qui feront sortir nos états-nations de l'UE.

Mais le Lexit n'est ni réaliste, ni cohérent avec les principes fondamentaux de la Gauche. Plus directement, il est peu probable que des référendums de sortie de l'UE - mouvements qui ont été essentiellement été conçus et conduits par la Droite - aident la Gauche à bloquer l'ascension de leur adversaire politique. Pire encore, ce choix reviendrait à contredire certaines des plus anciennes convictions de la Gauche relatives à la transformation sociale.

L'une des forces de la Gauche fut sa capacité à séparer les analyses statiques des analyses dynamiques. Depuis que Marx, s'inspirant de Hegel, a donné aux processus la priorité par rapport aux résultats, nous avons pris en compte la direction du changement, et plus uniquement l'état du monde. Cette distinction est cruciale dans notre analyse de l'Union Européenne.

Par exemple, la position que nous aurions dû adopter avant la création d'un marché commun et de la zone euro ne peut pas demeurer la même une fois ces institutions mises en place. Il était donc parfaitement cohérent de s'opposer de l'entrée de la Grèce dans le marché commun et dans la zone euro, et, par la suite, de s'opposer à tout référendum de type Grexit.

Plus important encore, notre stratégie dépend énormément d'où se situe notre point de départ :

partons-nous d'une Europe sans frontières au sein de laquelle les travailleurs peuvent se déplacer librement, ou d'une Europe du début des années 1950 où les états-nations contrôlaient leurs frontières et les utilisaient pour créer une nouvelle catégorie de prolétaires que l'on appelait *gastarbeiters* ?

Ce dernier élément met en lumière le danger du Lexit. L'Union Européenne ayant mis en œuvre la liberté de mouvement, le Lexit implique de tolérer - voire d'apporter un réel soutien au - rétablissement de contrôles aux frontières nationales, y compris dans l'utilisation de barbelés et de gardes armés.

L'Histoire doit être notre guide. La Gauche aurait dû exiger un salaire minimum commun en échange de son soutien au marché unique. Au lieu de cela, elle a espéré pouvoir l'instituer après l'établissement du marché unique, et toutes les tentatives d'atteindre cet objectif ont été contrées à chaque fois. En gardant cela à l'esprit, les partisans du Lexit croient-ils réellement que la Gauche peut surpasser la Droite xénophobe en appuyant son appel à construire de nouvelles barrières ?

Le Lexit aurait en outre des répercussions en cascade. Par exemple, les partisans de ce plan pensent-ils que la Gauche gagnerait les guerres politiques et discursives contre l'industrie des énergies fossiles après avoir soutenu la renationalisation de la politique environnementale ?

Si l'Union Européenne se désintégrait dans ces conditions, la Gauche serait confrontée à des défaites catastrophiques sur les deux fronts.

Option 3 : la Désobéissance

La troisième option, proposée par DiEM25, rejette tant l'appel des euro-réformistes à "plus d'Europe" que le soutien du Lexit à l'abolition complète du niveau européen de l'UE.

Plutôt que ces deux options, nous proposons un mouvement pan-européen de désobéissance civile et gouvernementale, qui produira une vague d'opposition démocratique à la manière dont les élites de l'Union Européenne conduisent les affaires.

Chez DiEM25, nous ne pensons pas que l'UE puisse être réformée via les canaux habituels d'élaboration politique, et encore moins que cela puisse être réalisé en déviant de 0,5 ou 1 % du revenu national par rapport aux règles actuelles en matière de déficits budgétaires - comme sont occupés à le faire les gouvernement de France, d'Italie, d'Espagne et du Portugal.

Récemment, Vicenç Navarro a écrit ceci : « Les parlements détiennent encore le pouvoir, y compris celui de remettre en cause les politiques d'austérité. » Techniquement, il a raison, comme l'ont montré les cinq premiers mois du gouvernement Syriza. Mais, malheureusement, Navarro a tort lorsqu'il prend le nouveau gouvernement portugais en exemple.

Il affirme que la coalition dirigée par les socialistes « a stoppé l'application des politiques d'austérité imposées par la Commission Européenne. » J'aimerais que ce soit vrai.

Mais avant d'obtenir le mandat de former un gouvernement des mains d' Aníbal Cavaco Silva, président de droite respectueux de la troïka, les partis de la gauche portugaise ont dû accepter les "engagements envers l'Eurogroupe" pris par les précédents gouvernements - c'est-à-dire qu'ils se sont soumis au programme existant de la troïka, avant même que leur gouvernement ne soit formé, se limitant à retarder l'introduction de nouvelles mesures d'austérité.

Alors, oui, les parlements et les gouvernements nationaux détiennent encore le pouvoir – le pouvoir de faire ce que notre gouvernement Syriza a fait durant le Printemps d'Athènes, avant de capituler durant la nuit du référendum.

Étant donné que la Banque Centrale Européenne se tient toujours prête à déclencher une panique bancaire – ou même à faire s'écrouler le système bancaire du pays – un gouvernement national progressiste ne peut utiliser son pouvoir que s'il est prêt à une rupture avec la troïka.

C'est sur ce point que DiEM25 est d'accord avec le camp du Lexit : une confrontation avec l'establishment de l'Union Européenne ne peut pas être évitée. Cependant, là où nous divergeons, c'est sur leur hypothèse que cette confrontation peut prendre la forme d'une campagne pour quitter l'UE.

Nous rejetons totalement ce postulat, et nous proposons plutôt une campagne de désobéissance volontaire ayant pour cible les règles inapplicables de l'Union Européennes aux niveaux municipal, régional et national, tout en n'engageant aucune action pour la quitter.

Il va sans dire que les gouvernements rebelles et les ministres des finances qui adopteront l'agenda de DiEM25 seront menacés par les institutions d'expulsion, de panique, de fermeture forcée des banques – tout comme ils ont menacé le gouvernement grec, ainsi que moi, personnellement, en 2015.

Lorsqu'ils le feront, il est essentiel de ne pas céder à la peur d'une sortie forcée, mais de les regarder droit dans les yeux, et de leur dire : « La seule chose que nous craignons est la seule offre que vous nous faites : la perpétuation d'une spirale de dette-déflation qui conduit d'innombrables européens au désespoir et les soumet à l'influence du fanatisme. »

Si nous refusons de céder, alors soit ils céderont – auquel cas l'Union Européenne sera transformée – ou l'UE sera réduite en miettes par son propre establishment.

Si la Commission, la Banque Centrale Européenne, Berlin et Paris écartèlent l'Union Européenne pour punir les gouvernements progressistes qui refusent d'obéir à leurs politiques, cela stimulera les politiques progressistes à travers toute l'Europe, ce que le Lexit ne pourra jamais accomplir.

Examinez la différence profonde entre les deux situations suivantes : Premièrement, l'establishment de l'Union Européenne menace d'expulsion les gouvernements progressistes élus démocratiquement lorsqu'ils refusent de se soumettre à leur incompétence autoritaire. Deuxièmement, les partis progressistes nationaux font campagne aux côtés de la droite xénophobe pour une sortie de l'UE.

C'est la différence entre le choix d'affronter l'establishment de l'UE d'une manière qui préserve l'esprit internationaliste, exige une action pan-européenne, et nous différencie complètement de la droite xénophobe, et celui de marcher main dans la main avec les nationalismes – et, inévitablement, renforcer leur hégémonie – tout en permettant à l'Union Européenne de présenter la Gauche comme étant impossible à distinguer des Marine Le Pen et autres Nigel Farage.

Évidemment, l'agenda de DiEM25 doit développer des stratégies qui permettront à nos villes, régions et états-nations de se rebeller contre les menaces de l'Union Européenne. Cet agenda doit aussi inclure des plans pour gérer l'effondrement de l'UE si son establishment est suffisamment fou pour mettre à exécution ses menaces envers les gouvernements nationaux désobéissants.

Mais ces stratégies et ces plans sont profondément différents du fait d'avoir comme objectif intrinsèque à la Gauche d'initier la désintégration de l'Union Européenne.

En résumé, DiEM25 refuse de soutenir la sortie de l'UE en la considérant comme une fin en soi, ou

même de la brandir comme une menace. Mais la menace d'une sortie forcée ne nous détournera pas de la désobéissance gouvernementale.

Une Nouvelle Internationale

L'internationalisme traditionnel de la Gauche est le fondement de DiEM25 : notre position sur l'Union Européenne en est le reflet exact. J'espère que mes camarades me permettront de leur rappeler que lorsque Marx et Engels ont adopté comme slogan "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous", ils ne rejetaient pas l'importance de la culture nationale ou de l'état-nation. Ils rejetaient plutôt l'idée de l'intérêt national ainsi que la vision selon laquelle les luttes devaient prioritairement avoir lieu au niveau de l'état-nation.

La rébellion proposée par DiEM25 donnerait aux gouvernements locaux, nationaux ainsi qu'à l'Union Européenne une démocratie authentique. Nous ne mettons pas l'UE au-dessus du niveau national - comme le font les réformateurs - et nous ne mettons pas le niveau national au-dessus des niveaux régional ou municipal.

Plusieurs personnalités de la gauche européenne insistent hélas sur l'exact opposé : mettre le niveau national au-dessus de l'international. Stefano Fassina, par exemple, critique DiEM25 en arguant - via Rafale Dahrendorf - que la démocratie au niveau de l'UE « est impossible... parce qu'un "peuple européen", un demos européen pour une démocratie européenne, n'existe pas ». Il continue comme suit : « Parmi les idéalistes et les euro-fanatiques, certains pensent encore que l'Union Européenne peut se transformer en une sorte de grand état-nation : les États-Unis d'Europe. »

L'objection de gauche à un mouvement pan-européen défie la compréhension. En effet, elle défend le point de vue selon lequel une démocratie supranationale ne peut pas exister parce qu'un demos doit être caractérisé par une homogénéité nationale et culturelle. Je peux tout à fait imaginer Marx se mettre en rage en entendant ceci ! Tout comme je peux imaginer à quel point cela rendrait perplexes les internationalistes de gauche qui ont rêvé de - et se sont battus pour - une république transnationale.

N'oublions pas que la Gauche s'est traditionnellement opposée à la croyance de la bourgeoisie en une relation homothétique entre une nation et un parlement souverain. La Gauche a répliqué que l'identité se crée à travers la lutte politique, qu'elle soit de classe, postcoloniale, contre le patriarcat, pour détruire les stéréotypes sexistes et de genre, etc.

C'est pourquoi DiEM25, en appelant à une campagne pan-européenne de désobéissance contre les élites transnationales - afin de créer un demos européen qui assurera la démocratie - est en ligne avec l'approche traditionnelle de la Gauche. Fassina et d'autres s'en prennent maintenant à cette approche, en plaidant pour un retour aux politiques une-nation-un-parlement-une-souveraineté, au sein desquelles l'internationalisme est réduit à une coopération entre états-nations.

Fassina évoque Antonio Gramsci pour soutenir la priorité qu'il donne au niveau national. Il écrit que Gramsci a défendu la « catégorie "nationale-populaire" pour donner des racines populaires et une capacité hégémonique au Parti communiste italien, qui avait pour symbole un drapeau rouge contenant le marteau et la faucille reposant sur le drapeau Italie. »

Alors, bien sûr que Gramsci a dit que, pour atteindre un progrès international, la Gauche devait créer des mouvements progressistes locaux et internationaux. Mais il n'a ni donné au niveau national une priorité par rapport au niveau transnational, ni soutenu que les institutions démocratiques transnationales étaient soit irréalisables ou non souhaitables.

Dans un pur esprit Gramscien, DiEM25 insiste sur le fait que notre rébellion européenne doit avoir lieu partout - dans les villes, dans les régions, dans les capitales des états-nations, et à Bruxelles - sans donner de priorité à un niveau par rapport à l'autre.

Ce n'est qu'à travers ce réseau pan-européen de villes, de préfectures et de gouvernements nationaux rebelles qu'un mouvement progressiste peut devenir hégémonique en Italie, en Grèce, en Angleterre - et en fait, n'importe où.

Quelqu'un va peut-être nous demander avec enthousiasme : « Pourquoi s'arrêter au niveau de l'UE ? En tant qu'internationalistes, pourquoi ne faisons-nous pas campagne pour une démocratie mondiale ? »

Notre réponse est que nous faisons campagne pour une démocratie globale d'un point de vue internationaliste. DiEM25 est occupé à construire des liens forts avec la révolution politique de Bernie Sanders aux USA, et enregistre des membres en Amérique Latine, en Australie et en Asie.

Mais - pour le meilleur ou pour le pire - l'histoire a accouché d'une Europe sans frontières, qui dispose de programmes qui méritent d'être sauvegardés. La Gauche doit défendre cette absence de frontières, ces politiques de changement climatique, même le programme Erasmus, qui donne aux jeunes européens l'opportunité de se rencontrer dans un système éducatif sans frontières.

Se retourner contre ces magnifiques mécanismes d'une Union Européenne rétrograde sur les autres plans contredirait les principes fondamentaux de la Gauche.

L'Agenda Progressiste pour l'Europe de DiEM25

Les progressistes doivent se battre pour re-politiser et re-démocratiser la prise de décisions. Donald Trump aux USA, les tenants de droite du Brexit, et Le Pen en France ont tous percé à la suite d'une crise économique causée par une crise jumelle : le désastre de la financiarisation et l'échec de la démocratie libérale.

La question qui se pose à la Gauche européenne, ainsi qu'aux libéraux progressistes, aux Verts, aux féministes et aux autres, est de savoir si cette lutte peut être gagnée via des réformes, une sortie de l'UE ou, comme le propose DiEM25, grâce à une campagne de désobéissance à l'intérieur, mais aussi contre, l'Union Européenne.

DiEM25 a été fondé pour construire une réelle alternative : un élan sans frontières de politiques unificatrices à travers l'Europe - venant de pays de l'UE et hors de l'UE - qui inclue la Gauche mais sans s'y arrêter - à tous les niveaux d'engagement politique - les villes, les cités, les régions et les états.

À ceux qui balaient d'un revers de la main l'appel de DiEM25 pour un mouvement démocratique pan-européen, le qualifiant d'utopiste, notre réponse est que la démocratie transnationale demeure un objectif de long terme réaliste et légitime, qui résonne avec l'honorable tradition internationaliste de la Gauche.

Mais cet appel doit être accompagné d'un plan précis d'actions immédiates.

Premièrement, s'opposer à toute discussion pour plus d'Europe maintenant, alors que dans les circonstances actuelles, des réformes se traduiraient en une cage de fer d'austérité institutionnalisée.

Deuxièmement, présenter aux européens les plans d'un redéploiement des institutions actuelles, de manière à endiguer la crise économique, renverser les inégalités, et faire ressurgir l'espoir.

Troisièmement, assurer que ces plans prennent en compte comment maintenir l'internationalisme au cas où l'autoritarisme incompetent de l'establishment de l'Union Européenne provoquerait sa propre désintégration.

« L'UE sera démocratisée. Ou elle se désintégrera ! » demeure la déclaration pilier de DiEM25.

Nous ne pouvons pas prédire ce qui va se passer, alors nous luttons pour la première partie, tout en nous préparant pour la seconde. Et nous faisons cela en travaillant sur un agenda progressiste qui engage le niveau du terrain et des experts progressistes.

Son but ? Vaincre le pire ennemi de la démocratie européenne : le TINA [There Is No Alternative] européen, le dogme réactionnaire selon lequel il n'existe aucune alternative aux politiques actuelles en dehors du démantèlement de l'Union Européenne.

L'antidote de DiEM25 est, en effet, cet agenda progressiste, que nous allons déployer en consultation avec les acteurs locaux, régionaux et nationaux au cours des dix-huit prochains mois.

La mise en place de cet agenda montrera à des européens découragés, démoralisés et désabusés qu'il existe bien une alternative, aussi incroyable que cela paraisse.

L'agenda sera pragmatique, radical et complet, incluant des politiques qui peuvent être mises en œuvre immédiatement pour stabiliser l'économie sociale de l'Europe, tout en donnant plus de souveraineté aux conseils communaux, aux préfetures et aux parlements nationaux ; en proposant des interventions institutionnelles qui réduiront le coût humain si l'euro s'effondre et si l'Union Européenne se fragmente ; et en concevant un processus qui permette aux européens de construire une identité partagée qui renforcera leurs cultures nationales revigorées, leurs parlements et leurs autorités locales.

L'Agenda Progressiste pour l'Europe de DiEM25 unira une internationale progressiste pour contrer l'internationale nationaliste qui monte en puissance partout dans le monde.

Conclusion

L'Union Européenne a maintenant atteint un stade de désintégration avancé. Devant elle se trouvent deux avenir possibles : Soit elle n'a pas dépassé le point de non retour et peut encore être démocratisée, stabilisée, rationalisée et humanisée. Soit sa désintégration est certaine.

Quoi qu'il en soit, DiEM25 pense qu'abandonner une campagne de démocratisation serait une erreur majeure.

S'il existe encore une possibilité de façonner une Union Européenne démocratique - une perspective qui semble de moins en moins probable plus le temps passe - il serait vraiment dommage de ne pas essayer.

Mais, même si nous croyons que l'UE actuelle ne peut pas être démocratisée, abandonner la lutte et nous tourner vers la sortie comme fin en soi reviendrait à jouer le jeu de la seule force politique qui puisse bénéficier d'un tel agenda : la droite xénophobe et intransigeante.

Alors, que devraient faire les progressistes ? Voici la réponse de DiEM25 :

- Mener une campagne forte pour une Union Européenne démocratique en suivant une ligne internationaliste - même si on ne pense pas que l'UE peut, ou devrait, survivre dans sa forme actuelle ;
- Révéler l'incompétence autoritaire de l'Union Européenne ;
- Coordonner la désobéissance civile, civique et gouvernementale à travers l'Europe ;
- Illustrer via la structure transnationale de DiEM25 comment une démocratie pan-européenne peut fonctionner à tous les niveaux et dans toutes les juridictions ;
- Proposer un Agenda Progressiste pour l'Europe complet, qui inclue des suggestions raisonnables, modestes et convaincantes permettant de réparer l'Union Européenne et gérer de manière progressive la désintégration de l'UE et de l'euro, si et quand l'establishment la provoquera.

Yanis Varoufakis

P.-S.

* « La Gauche Européenne après le Brexit ». Les invités de Mediapart . 5 sept. 2016 : <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/050916/la-gauche-europeenne-apres-le-brexit-par-yanis-varoufakis>

* Traduit par Ariane Kovacevic.